

Saint-Gobain PAM s'inquiète d'une subvention accordée à son concurrent indien



Le fabricant français de tuyaux de canalisation s'émeut du versement d'une aide de 4 millions d'euros à la filiale du groupe indien Electrosteel dans le cadre du plan France Relance. Mais Bercy défend le projet de relocalisation du groupe indien et, comme Electrosteel, assure qu'il y a de la place pour deux.



Le site de Saint-Gobain PAM produit des solutions complètes de canalisations en fonte ductile pour l'eau et l'assainissement. (SEBASTIEN BOZON/AFP)

Par **Hayat Gazzane**

Publié le 15 nov. 2021 à 13:05 | Mis à jour le 15 nov. 2021 à 13:31

C'est l'histoire d'une subvention qui passe mal. En Meurthe-et-Moselle, plus précisément à Pont-à-Mousson, les salariés de Saint-Gobain PAM ne digèrent pas la décision du ministère des Finances de verser une aide de 4 millions d'euros à

Electrosteel France dans le cadre du plan **France Relance**. Cette entreprise, branche française de l'indien Electrosteel, est spécialisée dans la production de tuyaux de canalisation en fonte ductile, un matériau réputé pour ses diverses propriétés mécaniques (élasticité, résistance aux chocs...). Tout comme Saint-Gobain PAM, leader français et européen du secteur. « C'est notre principal concurrent. Notre gouvernement le paye pour qu'il se développe chez nous. Au risque de mettre en péril l'acteur historique français. C'est incompréhensible », s'alarme Julien Hézard, représentant de la CGT chez Saint-Gobain PAM.

La nouvelle est d'autant plus difficile à digérer pour les salariés lorrains qu'ils ont lutté récemment pour rester dans le giron du géant français Saint-Gobain. En 2019, le groupe a tenté de s'en séparer et une cession au leader chinois des canalisations en fonte, XinXing, était évoquée. Mais devant la pression des syndicats, **Saint-Gobain a renoncé**. Le site de Pont-à-Mousson dispose aujourd'hui de cinq usines en Lorraine et compte quelque 2.000 salariés.

Projet de relocalisation

Saint-Gobain PAM contrôle près de 70 % du marché européen de la fonte ductile. En face, Electrosteel ne pèse « que » 20 %. La filiale du groupe indien est installée à Arles depuis 2001, sur une plateforme logistique de 30.000 m² où une cinquantaine de salariés sont chargés de la finition des tuyaux fabriqués en Inde puis importés dans l'Hexagone. L'entreprise prévoit de s'agrandir sur une surface totale de 100.000 m² et d'installer une nouvelle usine lui permettant de relocaliser la production de tuyaux en France.

EN CHIFFRES - L'industrie reprend, à son tour, de la vigueur en France

« L'idée est de relocaliser la production en France en créant une usine de production décarbonée à partir de gisement de ferraille français », détaille Cyrille Hahang, directeur général délégué d'Electrosteel France. « Notre projet, c'est d'utiliser 85.000 tonnes de déchets de ferraille pour produire 80.000 tonnes de tuyaux 100 % recyclés qui peuvent

durer cent ans », explique-t-il. C'est ce projet de relocalisation à 60 millions d'euros - et avec 250 emplois à la clé - que l'Etat va soutenir dans le cadre du plan France Relance.



Vue aérienne de la zone industrielle d'Arles où est implanté Electrosteel France depuis vingt ans. (Electrosteel France)

En Lorraine, la nouvelle provoque une certaine agitation. Des élus locaux, dont Jean Rottner, président LR de la région Grand Est, ou encore Véronique Guillotin, sénatrice RDSE de Meurthe-et-Moselle, ont écrit un courrier début novembre au Premier ministre Jean Castex pour lui faire part de leur étonnement. « Le plan France Relance a été mis en place pour aider les entreprises françaises et non pas des firmes multinationales protégées par leur gouvernement », rappellent-ils, faisant référence au fait que l'Inde a systématiquement refusé, ces dernières années, que Saint-Gobain PAM s'installe sur son vaste marché.

Une « injustice »

Parmi les signataires de ce courrier, le député socialiste de Meurthe-et-Moselle, Dominique Potier. « Saint-Gobain ne peut pas mettre un tuyau en Inde et on finance une usine indienne chez nous ? », s'interroge-t-il. « Ce projet, c'est potentiellement l'organisation d'une concurrence mortelle sur le territoire français. C'est l'injustice totale d'un soutien public de l'Etat français à l'industrie indienne alors qu'il n'y a pas de réciprocité », dénonce-t-il.

Les industriels français dénoncent les achats non européens de la commande publique

Plus grave, selon lui, le gouvernement met en péril la souveraineté nationale concernant la gestion de l'eau et de ses infrastructures, les canalisations de Saint-Gobain PAM répondant majoritairement à des commandes publiques. « Electosteel et Saint-Gobain PAM sur le même marché, c'est forcément la fragilisation de l'un d'entre eux. Et on ne peut pas imaginer que la France se prive d'un géant français qui peut lui fournir ses canalisations pour son eau potable. Dépendre de la géopolitique dans le monde dangereux qui est le nôtre est tout simplement de la folie », estime-t-il.

De la place pour deux

Bercy assure reconnaître la problématique concernant la question de la réciprocité. « C'est un souci constant », note un porte-parole du ministère des Finances, qui rappelle la mise à disposition des collectivités locales d'outils pour **rendre la commande publique « plus responsable »**. « On ne peut que souhaiter que ce marché indien s'ouvre, mais il ne nous revient pas de fermer la porte à des acteurs qui ont une vraie démarche industrielle », explique-t-il.

TRIBUNE - Comment la commande publique peut-elle être un levier vertueux ?

Le cabinet de la ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, écarte également le risque de fragilisation de Saint-Gobain PAM à moyen terme. « L'idée derrière le projet d'Electosteel, c'est de substituer des importations, ce n'est pas de déséquilibrer le marché. On est convaincu qu'il y a de la place pour les deux », assure le porte-parole. Celui-ci rappelle par ailleurs que Saint-Gobain a lui aussi bénéficié de subventions. « Autour de 9 millions d'euros pour l'ensemble de ses activités, y compris PAM », précise-t-on au ministère. Le site lorrain a ainsi bénéficié d'une aide de 2,5 millions pour **un nouveau four électrique** qui doit contribuer à réduire ses émissions de CO2.

Mais en Lorraine, les élus locaux ainsi que les salariés et leur syndicat nourrissent des craintes pour l'avenir. « Ce qui nous inquiète, c'est que l'unité de production d'Arles devienne un cheval de Troie pour Electrosteel. Ils vont forcément importer d'autres produits venant d'Inde pour compléter leur gamme et proposer une solution complète comme nous. Ces produits complémentaires vont venir à des tarifs imbattables. On ne pourra pas faire face », redoute ainsi Julien Hézard.

« Un projet innovant de Renault va-t-il détruire Peugeot ? Non, au contraire »

Cyrille Hahang directeur général délégué d'Electrosteel France

Des accusations que balaye Cyrille Hahang. « Quand les canalisations sont faites en France, le reste est epsilonnesque. Le plus important, ce sont les tuyaux », assure-t-il. Et s'il ne cache pas sa volonté de relever de 20 à 25 ou 30 % la part de marché d'Electrosteel France dans l'Hexagone, il assure que celle-ci ne mettra pas en danger Saint-Gobain PAM. « Ce marché est en plein développement. Les exportations explosent. Il y a des plans de renouvellement des infrastructures d'eau et d'assainissement en Europe. Les capacités de production de Saint-Gobain ne sont pas suffisantes pour tout satisfaire », explique-t-il.

Cyrille Hahang défend par ailleurs l'importance d'avoir une pluralité d'acteurs. « Un projet innovant de Renault va-t-il détruire Peugeot ? Non, au contraire, il y a une espèce d'émulation », estime-t-il.

Bruxelles dans le viseur

L'argument est également évoqué par Bercy. « Ce sont des acteurs venus jouer le jeu de la concurrence chez nous », insiste un porte-parole. Pas question, donc, de suspendre la somme promise à la filiale du groupe indien, comme le souhaitent les syndicats de Saint-Gobain PAM. Bercy promet néanmoins d'être « vigilant » et de s'assurer que « le projet réalisé soit conforme à celui présenté ».

INTERVIEW - « Les industriels doivent aller de plus en plus vite dans la prise de décision »

DECRYPTAGE - Présidentielle : ce que demande le monde de l'industrie pour améliorer la compétitivité

En attendant, les élus en Lorraine ont sollicité le préfet et demandent à être reçus par le ministère des Finances qui se dit « à leur disposition » pour échanger. Le député Dominique Potier veut aller plus loin en portant l'affaire jusqu'à Bruxelles. « Nous devons rencontrer d'urgence Thierry Breton, commissaire responsable du marché intérieur, et d'autres commissaires européens. Car c'est un combat lorrain, national, mais aussi européen », assure-t-il.

La démarche n'inquiète pas Cyrille Hahang. « Notre développement n'est pas déloyal », assure-t-il. Le patron d'Electrosteel France espère toutefois clore rapidement le chapitre. « Est-ce que la France veut s'enliser dans des polémiques sans fin ? Je travaille à un projet de relance en France. Et la France est un pays qui mérite de l'innovation et qui mérite que le gouvernement français soutienne cette innovation », conclut-il.

Hayat Gazzane